



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1057

19 juin 2012

- **Pourquoi la MINUSTAH a tenté de pénétrer la faculté des sciences humaines?**
- **Choléra : le système de surveillance épidémiologique en défaillance, selon Médecins sans Frontières (MSF)**
- **Haïti en passe de devenir une république ouvrière**
- **Dossier : L'importation massive d'œufs et de volailles inquiète les producteurs au Plateau Central**

>> Pourquoi la MINUSTAH a tenté de pénétrer la faculté des sciences humaines?

L'interrogation demeure sur les raisons qui auraient poussé une unité de la force onusienne à tenter de pénétrer, à trois reprises le vendredi 15 juin 2012, dans l'enceinte de la faculté des sciences humaines de l'université d'État d'Haïti.

Il n'y a pas encore eu d'explications de la part de la mission des Nations Unies de stabilisation en Haïti (MINUSTAH), ni des autorités gouvernementales, comme le conseil supérieur de la police nationale d'Haïti.

Des pare-brise de véhicules ont été brisés, les cours et d'autres activités académiques ont été perturbés le 15 juin au signalement de la présence de militaires onusiens.

«Nous ignorons la raison de cette visite délinquante et inopportune, qui a créé une panique générale. Les militaires onusiens se sont trompés d'adresse. Comme force d'occupation, ils doivent se rendre au palais national pour sécuriser le président Joseph Michel Martelly, au lieu de déranger les activités de ceux qui font de l'éducation avec un grand E.» interprétait le coordonnateur de la faculté des sciences humaines, Hancy Pierre, au soir de la tentative d'intervention de la force onusienne.

Les tentatives du 15 juin de la MINUSTAH sont qualifiées d'intimidation et de provocation par membres du personnel, professeurs et étudiants.

« La force d'occupation n'a pas à venir intimider les étudiants, après avoir contaminé le pays avec le virus du choléra et violé femmes et hommes. », disent-ils.

Les habitants du quartier préviennent de l'éventualité d'une mobilisation contre la force onusienne, en cas de nouvelles tentatives d'agression de l'espace universitaire qui demeure inviolable, suivant les prescrits de la Constitution.

Un tableau, avec les lettres UN barrées, a occupé, pendant longtemps, l'entrée de la faculté des sciences humaines, qui semble constituer un défi pour la force onusienne depuis leur déploiement dans le pays en juin 2004.

Différentes organisations d'étudiants n'ont pas cessé de manifester ouvertement leur hostilité à la présence de la MINUSTAH, à travers notes de presse, affiches, banderoles ou panneaux érigés à l'entrée de la faculté, appelée « espace non occupé » et où les militaires onusiens n'ont jamais pu entrer.

>> Choléra : le système de surveillance épidémiologique en défaillance, selon Médecins sans Frontières (MSF)

Médecins sans frontières (MSF) déplore la défaillance du système de surveillance de l'épidémie du choléra, laquelle ne favorise pas la mise en œuvre d'action précoce en réponse à la maladie. « Les chiffres [concernant la maladie] sont incomplets et peu fiables », indique la directrice des opérations de MSF France, Marie-Noëlle Rodrigue, se basant sur le nombre de cas rapportés, par semaine et par jour, à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et à toutes les structures de MSF sur la prise en charge des patients.

Il y a aujourd'hui des difficultés de pouvoir adapter la réponse au choléra aux endroits les plus stratégiques, en raison de la centralisation de l'information, de la collecte des données et de leurs analyses. MSF France préconise la mise en place, à l'échelle du pays, d'un système de surveillance du choléra, qui soit fiable et de

qualité, afin d'avoir une image beaucoup plus claire de la situation actuelle.

La période pluvieuse, la diminution des mesures d'hygiène et de sensibilisation, notamment dans les camps de personnes déplacées dans la capitale, le départ de plusieurs acteurs impliqués dans la lutte contre le choléra, sont les principales causes évoquées par Médecins sans frontières pour expliquer l'augmentation des cas de choléra dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince.

Entre le 17 et le 22 mai 2012, période qui correspond au pic du choléra de cette année à Port-au-Prince, MSF a soigné 72 % des cas.

Le dernier rapport du ministère de la santé publique et de la population fait état de plus de 7 260 personnes décédées du choléra

dans le pays entre le 18 octobre 2010 et le 10 juin 2012. « Au mois de mai 2012, nous avons déjà tiré la sonnette d'alarme à propos du manque de soutien de la communauté internationale et de préparation des activités des autorités sanitaires haïtiennes », rappelle Thierry Goffeau, chef de mission de MSF en Haïti, qui dit avoir noté les lourdeurs administratives de l'État, notamment dans

>> Haïti en passe de devenir une république ouvrières

Le rêve de la communauté internationale, c'est « de transformer Haïti en une source de main d'œuvre à bon marché ». Déjà le premier pays de main d'œuvre à bon marché sur la liste des États du continent américain, la République d'Haïti est sur la voie de connaître une réalité similaire à celle du temps de l'exploitation esclavagiste, craint l'organisation «Batay ouvriye» (lutte Bataille ouvrière) intervenant début juin 2012 à un forum axé sur l'environnement.

La création d'emplois, la nécessité d'investissement de capital étranger, tout cela associé à l'idée qu'« Haïti est ouverte aux affaires » sont les nouveaux temps du verbe des dirigeants haïtiens et de certains pays qui se réclament « amis » de l'Etat caribéen.

Ils comptent détruire l'agriculture haïtienne (principale source de production nationale) et transformer le petit paysan « en ouvrier agricole », dénoncent les organisations participant au forum.

Des transnationales entendent, avec l'aide de certains complices haïtiens, s'accaparer des terres arables des paysans pour ensuite les contraindre à y vendre leur force de travail, explique Batay Ouvriye.

Ces transnationales auraient déjà commencé à acheter des terres au Nord du pays, principalement sur le trajet Cap-Haïtien/Ounaminthe et dans une bonne partie du Nord-Est, où des

>> Dossier : L'importation massive d'œufs et de volailles inquiète les producteurs au Plateau Central

Correspondance Ronel Odatte / Hinche

Au Plateau Central, celles et ceux, qui entretiennent des poulaillers ou qui vivent, d'une manière ou d'une autre, de l'aviiculture, sont en colère contre les autorités haïtiennes qu'ils accusent d'observer une attitude passive devant l'importation accrue d'œufs et de viande de poulet sur le marché haïtien.

Les aviculteurs du département du Centre, proche de la frontière dominicaine - d'où proviennent la plupart de ces produits -, sont inquiets. Camille Joseph, docteur en médecine vétérinaire et propriétaire de deux poulaillers à Papaye (à 10 km au nord-est de Hinche), presse le gouvernement Martelly/Lamothe d'adopter des mesures concrètes en vue de protéger la production agricole locale, y compris l'élevage. Il encourage aussi la population à se nourrir de produits locaux pour garantir leur propre santé. « Si vous consommez les œufs et la viande, issus de nos poulaillers, vous vivrez beaucoup plus longtemps, parce que ce sont des produits organiques », rappelle t-il.

Un jeune travailleur paysan, Jonas Louicius, qui vient tout juste de construire son petit poulailler dans la localité de Décidé (section communale de Juanaria, dans la commune de Hinche), projette

le département de l'Artibonite, ayant occasionné une situation explosive. Plusieurs centres de traitements de choléra en détresse [dans l'Artibonite] sont sous menace de fermeture ou de grève, suite au non paiement de salaires aux employés, ce qui a eu un impact direct sur la population en provoquant la mort de plusieurs malades à cause d'une absence de prise en charge.

compagnies étrangères auraient déjà acheté des terres abritant des sources d'eau, ressources nationales.

Le premier exemple, qui saute aux yeux, est celui de la zone franche de Caracol (Nord-Est) qui sera établie sur des terres propices au développement de l'agriculture. Et ce sont quarante zones franches qu'Haïti devra bientôt accueillir. « Les zones franches et l'agro-industrie » sont les deux principaux moteurs que ces amis de la communauté internationale comptent mettre en marche pour réaliser leur plan ». Cette tendance politique laisse sceptiques nombre d'organisations haïtiennes, à l'image de la plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA) et de « Batay ouvriye ».

Toute la question concerne, selon eux, la qualité des emplois et les conditions de travail, selon ces institutions. Un ouvrier ne reçoit que 125gourdes comme salaire minimum par jour.

Il est constaté que ces parcs industriels risquent de compliquer voire de compromettre la mise en œuvre d'une vraie politique d'urbanisation. A titre d'exemple le parc industriel Sonapi (périphérie nord de la capitale) a généré le vaste bidonville de Cité Soleil.

Pour plus de détails, lire <http://www.alterpresse.org/spip.php?article12953>

d'arrêter son initiative, parce que les importateurs de volailles étrangères ne lui accorderont aucune chance.

« Je vendais de très grandes variétés de volailles comme : la pintade, la poule, le coq, le pigeon, le canard et la dinde. Mais, à cause de l'importation de volailles étrangères, notre clientèle tend aujourd'hui à nous tourner le dos », déplore t-il. Dans les communes de Mirebalais et de Lascahobas, dans le bas Plateau Central, le commerce de poulets et d'autres volailles importés est très répandu.

« Je vais me réunir avec tous les producteurs de volailles et les éleveurs du Plateau Central pour donner une réponse proportionnelle à ce préjudice », menace le producteur Waking Novembre, qui dirige son propre poulailler et qui fait part d'un déficit de 200 mille gourdes, enregistré en 2011.

Pour leur part, sans tenir compte de la qualité organique des produits locaux, les consommatrices et consommateurs se défendent de n'avoir pas toujours le choix, en raison du coût moins élevé de la viande et des œufs importés.

Pour plus de détails, lire <http://www.alterpresse.org/spip.php?article12972>